

## VELARS-SUR-OUCHE

# Une enquête avant un projet de logements sur le site de l'Acodège

Une nouvelle étape va être lancée en vue de la création d'une zone pavillonnaire sur l'ancien site de l'Acodège de Velars-sur-Ouche. En effet, lundi prochain, une enquête publique va être lancée pour procéder à une modification simplifiée du Plan local d'urbanisme (PLU) pour la parcelle en question.

À partir de lundi prochain, une enquête publique sera lancée à Velars-sur-Ouche. Cette enquête concerne une modification simplifiée du Plan local d'urbanisme (PLU) pour une zone. Il s'agit en effet d'ouvrir à l'urbanisation la zone de l'ex-site de l'Acodège dans la commune. Celle-ci présente une surface totale de 3,2 hectares qui ne sera pas entièrement constructible.

## Un projet de 32 logements dont des logements seniors

La municipalité souhaite ainsi permettre le développement de la commune *via* cette zone. « C'est en choix en responsabilité que nous avons fait et qui a été enclenché sous la précédente mandature, pour ne pas laisser cette zone se dégrader », explique le maire, Thierry Jean, qui indique aussi que beaucoup de plaintes ont été reçues en mairie concernant le lieu. « Le site était occupé par l'Acodège depuis les années 1970, mais se retrouvait à l'abandon depuis quatre ans. Cela devenait une zone de non-droit avec un phénomène de squat, des dégradations et aussi des risques pour les enfants de la commune. Tout cela nous a amenés à réfléchir à un réaménagement global ».



Le site de l'Acodège à Velars-sur-Ouche se trouve dans un parc arboré que la commune souhaite conserver dans le futur projet de logements. Photo archives LBP/Jean-Luc BRETON

## Les habitants ont seize jours pour s'exprimer

Cette enquête se déroulera pendant seize jours consécutifs, aux jours et aux horaires d'ouverture habituels de la mairie. Elle débutera donc lundi à partir de 9 heures jusqu'au mardi 8 mars à 18 h 30. Le dossier de l'enquête publique est consultable en mairie durant les heures d'ouverture, mais aussi sur le site Internet de la commune. Par ailleurs, un commissaire enquêteur a été désigné et recevra en mairie lundi 21 février de

9 heures à midi, samedi 26 février de 9 heures à midi et mardi 8 mars de 15 h 30 à 18 h 30. Pendant la durée de l'enquête, les habitants pourront faire des observations et d'éventuelles propositions qu'ils pourront consigner sur un registre d'enquête publique en mairie ou par écrit à l'attention du commissaire enquêteur à l'adresse de la mairie ou encore par courriel à l'adresse velars.plu.enquete@gmail.com.

nés à réfléchir à un réaménagement global ».

Ainsi, l'Acodège a vendu le site à un aménageur de la région dijonnaise qui porte un projet correspondant à la vision du maire et de la municipalité. Si les choses aboutissent, il s'agirait d'un projet de trente-deux logements avec une part de six ou sept loge-

ments seniors. « On verra suivant les demandes », précise le premier édile. Le reste des logements seront pour les primo-accédants avec les conditions actuelles qui leur sont réservées, « mais aussi de l'accession à la propriété libre de constructeur ou avec un pack complet comprenant le terrain et la maison »,

ajoute Thierry Jean.

### Le parc sera préservé

Autre point important pour la municipalité : « Préserver ce beau parc où se trouvent les bâtiments de l'Acodège ». En effet, le projet en question se veut pilote dans la démarche environnementale avec des cheminements



“ Il faut d'abord que toute la procédure soit validée avec cette consultation publique. ”

Thierry Jean, maire de Velars-sur-Ouche

doux, un sens unique de circulation pour les véhicules, pas de trottoirs pour garder un lieu très verdoyant. En ce qui concerne les délais pour le début des travaux, il reste encore quelques étapes à passer selon le maire. « Il faut d'abord que toute la procédure soit validée avec cette consultation publique. Il y aura aussi une consultation à faire au niveau de la communauté de communes, qui a la compétence eau. Ensuite, viendra le dépôt du permis d'aménager. Comme on est déjà en février, les travaux pourraient commencer à partir de septembre, mais il faut être prudent car cela peut prendre du retard », souligne le premier édile.

Grégory VALLOIRE

## GISSEY-SUR-OUICHE

# La création de nouveaux lotissements est exclue jusqu'à nouvel ordre

À Gisse-sur-Ouche, l'aménagement des derniers terrains constructibles doit être interrompu en raison d'un risque de pénurie en eau.

Une vingtaine d'années après l'adoption du Plan local d'urbanisme (PLU), les terrains disponibles à la construction se font rares à Gisse-sur-Ouche. Les dernières parcelles sont presque toutes situées dans des zones où s'appliquent des règles spécifiques : ces terrains ne peuvent être lotis que dans le cadre d'un programme d'aménagement global. C'est une des raisons pour lesquelles ils n'ont pas trouvé acquéreur pendant longtemps.

## La ville de Dijon détient les droits sur la source de Morcuil, à Fleurey

Un lotisseur a pourtant manifesté son intérêt pour la zone située dans le prolongement de la rue de Marigny, en deuxième ligne, le long de la route départementale. Avant d'en faire l'ac-



Quinze maisons pourraient se construire entre la rue de Marigny et la RD33... En tout cas quand l'alimentation en eau potable sera assurée. Photo LBP/É. G.

quisition, il a déposé une demande de permis d'aménager pour quinze maisons.

Or, la Préfecture interdit désormais de construire de nouvelles habitations sur tout le territoire de la com-

mune d'Ouche et Montagne (CCOM). Le problème de la ressource en eau y est en effet évoqué depuis plusieurs années, mais aucune restriction n'avait été imposée jusque-là.

Détentrice de droits sur la source de Morcuil, à Fleurey-sur-Ouche, la ville de Dijon se fournit en eau potable sur ce territoire. Et, bien qu'elle ait autorisé la CCOM à augmenter ses propres prélèvements, la Préfecture constate un risque de pénurie d'eau dans la Vallée de l'Ouche, aggravé par ailleurs par le mauvais état de certaines canalisations.

## La construction de 21 maisons abandonnée ?

Le président de la communauté de communes a donc sollicité un rendez-vous à la préfecture pour retrouver le droit de construire, sous condition de colmater les fuites dans un délai de trois à quatre ans. En attendant, les projets de lotissements restent en suspens. À Gisse-sur-Ouche, c'est la construction de vingt et une maisons neuves qui devrait être abandonnée si le Préfet n'assouplissait pas sa position.

Évelyne GELIN (CLP)